



**Plateforme transatlantique : appel de propositions
Démocratie, gouvernance et confiance**

Portée et description de l'appel

1. Contexte, portée et principes de l'appel

Cette section définit le contexte, les grandes lignes de la portée et les principes de l'appel.

Le monde est confronté à des défis sociaux, économiques, technologiques, environnementaux et géopolitiques exceptionnels, notamment les migrations, les urgences liées aux changements climatiques, les crises énergétiques, les guerres, les conflits, l'extrémisme politique, l'érosion des institutions démocratiques, les protestations, la violence, la corruption et la méfiance croissante du public à l'égard de la gouvernance et de l'expertise. Ces défis se répercutent non seulement sur les gouvernements démocratiques, mais aussi sur les structures et les processus plus larges qui permettent à nos sociétés de fonctionner et de rester unies. L'appel Démocratie, gouvernance et confiance (DGC) cherche à comprendre spécifiquement comment la démocratie, la gouvernance et la confiance font partie intégrante de la gestion des crises à court terme et des défis à long terme, et sont elles-mêmes au cœur du mécontentement et des perturbations auxquels sont confrontées de nombreuses sociétés. Le présent appel vise à soutenir la recherche qui développe diverses conceptions méthodologiques, disciplinaires et transnationales en lien avec ces sujets, leurs causes et leurs dynamiques, ainsi qu'à accroître la capacité à répondre de manière créatives ces défis, maximisant ainsi les possibilités de renforcer la démocratie, la gouvernance et la confiance, au profit de la société tout entière.

L'appel de propositions sur la démocratie, la gouvernance et la confiance (appel de DGC) visera à :

- Catalyser et soutenir les équipes de recherche transnationales des deux côtés de l'Atlantique et au-delà de la division Nord/Sud pour faire avancer des connaissances clés issues de la recherche en sciences humaines, et les collaborations de recherche interdisciplinaires et transatlantiques renforçant les partenariats existants et en établissant de nouveaux.
- Soutenir des propositions de recherche exceptionnelles, novatrices et interdisciplinaires qui améliorent notre compréhension des perspectives et des défis en lien avec la démocratie, la gouvernance et la confiance, et mettre à l'essai des interventions ou des initiatives visant à rebâtir la démocratie, la gouvernance et la confiance.
- Codévelopper des programmes de travail robustes et résilients en collaboration avec les communautés et les principales parties prenantes, dont les décideuses et décideurs politiques locaux, régionaux, nationaux et internationaux.
- Promouvoir l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI) par la composition des équipes de recherche, l'environnement de recherche, la conception de la recherche et la mise en œuvre de la recherche, notamment :
 - en incorporant des considérations liées à la diversité à la conception des projets (ex. : utiliser le genre ou d'autres identités comme facteurs d'analyse, ou inclure des participantes et des participants issus de la diversité ou de groupes désavantagés);
 - en favorisant la création et le recrutement d'équipes de recherche diversifiées;
 - en offrant une formation et un mentorat de qualité aux jeunes chercheuses et chercheurs en provenance de groupes désavantagés;
 - en assurant le caractère inclusif des activités et des décisions en lien avec la recherche.

2. Objectifs

Cette section définit les principaux objectifs de l'appel, c'est-à-dire, ce que le programme de recherche vise à accomplir.

L'appel de DGC vise à approfondir et à élargir les connaissances et la compréhension des opportunités, des défis et des crises en lien avec la démocratie, la gouvernance et la confiance. Le cadre de cet appel reconnaît que de nombreuses perspectives et méthodes disciplinaires peuvent être utilisées pour répondre à ces questions, et que les propositions sont renforcées par des collaborations inclusives et innovantes transcendant les frontières disciplinaires et nationales. L'appel cherche plus particulièrement à déterminer comment les conditions nécessaires à l'épanouissement de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance peuvent être maintenues encouragées et reconstruites là où c'est nécessaire, grâce à une série d'interventions et d'initiatives basées sur la recherche fondamentale et/ou sur les preuves empiriques.

Nous accueillons des propositions interdisciplinaires (c'est-à-dire qui intègrent de l'information, des données, des techniques, des outils, des concepts, des méthodes ou des théories de deux disciplines ou plus ou de corpus de connaissances spécialisées) et innovantes qui promettent des avancées dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- i) Améliore et réinvente la conceptualisation et la théorisation de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance.
- ii) Aborde des sujets pertinents pour la réponse collective aux enjeux mondiaux en matière de démocratie, de gouvernance et de confiance.
- iii) Définit et décrit de façon empirique les opportunités, les défis et les crises en lien avec la démocratie, la gouvernance et la confiance d'un point de vue historique, contemporaine ou prospectif.
- iv) Présente des perspectives méthodologiques, disciplinaires et transnationales de ces sujets.
- v) Étudie ou met à l'essai des interventions visant à améliorer les processus démocratiques et la gouvernance ainsi qu'à rebâtir la confiance envers les systèmes politiques formels et informels, les structures économiques, les associations culturelles, le système d'éducation et les institutions publiques.
- vi) Développe les connaissances au moyen de programmes de travail collaboratifs avec les communautés, les éducatrices et éducateurs et les parties prenantes de la société civile, de l'éducation et des gouvernements.
- vii) Examine le rôle des médias, des outils et des technologies numériques dans l'érosion ou le renforcement de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance ainsi que la façon dont l'éducation, les institutions culturelles et la législation influencent, facilitent ou restreignent ce rôle.

Ces objectifs sont organisés autour de neuf thèmes transversaux que sont la démocratie, la gouvernance et la confiance. Ils misent sur l'expertise des sciences humaines combinée à celle d'autres disciplines

pertinentes pour répondre aux plus grands enjeux d'aujourd'hui, en mettant à profit des observations théoriques et empiriques et en reconnaissant la valeur de la coproduction ainsi que des initiatives et des projets favorisant les expérimentations démocratiques, le renforcement de la gouvernance et l'établissement de la confiance.

3. Type de projets admissibles au financement

L'appel de DGC vise des propositions de recherche interdisciplinaire en sciences humaines axées sur les défis décrits ci-dessous. Est admissible tout projet qui emploie une méthodologie appropriée, qu'elle soit qualitative, quantitative ou mixte. La proposition peut explorer un ou plusieurs des éléments suivants : développement théorique, données qualitatives ou quantitatives, données massives, enquêtes, expérimentations en laboratoire ou sur le terrain, traditions historiographiques et interprétatives, analyses de données transnationales et transrégionales, analyses multiniveaux, fouilles de données textuelles, revues systématiques, métasynthèses et méta-analyses, études longitudinales, études de cas, entrevues et observations ethnographiques, stratégies d'enquête collaborative participative, productions culturelles et simulations. Cette liste n'est pas exhaustive et les candidates et candidats peuvent axer leurs travaux sur d'autres méthodologies ou approches relatives à démocratie, à la gouvernance et à la confiance.

4. Démocratie, gouvernance et confiance : thèmes principaux

Cet appel se concentre sur les propositions de recherche exceptionnelles, novatrices et interdisciplinaires se rapportant aux trois composantes de l'appel – étudiées idéalement en combinaison.

Démocratie	Gouvernance	Confiance
<p style="text-align: center;">1. Concepts, compréhensions et modèles de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance</p> <p style="text-align: center;">2. Éducation</p> <p style="text-align: center;">3. Médias, information et communication</p> <p style="text-align: center;">4. Économies et systèmes économiques</p> <p style="text-align: center;">5. Identités, discrimination, marginalisation et inégalités</p> <p style="text-align: center;">6. Écosystèmes et environnements</p> <p style="text-align: center;">7. Épistémologies, connaissances et expertise</p> <p style="text-align: center;">8. Histoire et culture</p> <p style="text-align: center;">9. Pouvoir, autorité et conflit</p>		

L'appel de DGC vise plus particulièrement les domaines dérivés des neuf thèmes transversaux démocratie, gouvernance et confiance. L'accent mis sur ces thèmes permet d'encourager les équipes de recherche à développer des propositions de recherche exceptionnelles, novatrices et interdisciplinaires. On envisage aussi que les propositions examinent les liens entre ces thèmes, tout en développant et en complétant leur analyse de façon à explorer les facteurs passés et contemporains qui façonnent la démocratie, la gouvernance et la confiance. Les approches peuvent être axées sur les dynamiques, les processus, les contextes ou la fabrication de sens en lien avec chacun de ces éléments. Les enquêtes historiques sur les facteurs qui nous aident à comprendre le présent et l'avenir sont aussi les bienvenues.

Les neuf thèmes transversaux décrits ci-dessous indiquent les domaines potentiels d'investigation.

Vue d'ensemble des thèmes transversaux pour l'étude de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance

- 1. Concepts, compréhensions et modèles de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance**
- 2. Éducation**
- 3. Médias, information et communication**
- 4. Économies et systèmes économiques**
- 5. Identités, discrimination, marginalisation et inégalités**
- 6. Écosystèmes et environnements**
- 7. Épistémologies, connaissances et expertise**
- 8. Histoire et culture**
- 9. Pouvoir, autorité et conflit**

4.1. Concepts, compréhensions et modèles de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance

Contexte : Les chercheuses et chercheurs ont exploré et analysé la démocratie, la gouvernance et la confiance à partir de nombreuses approches analytiques et empiriques. Les structures politiques subissent des crises multiples et il a été déclaré que la gouvernance est en état de crise, confrontée à de nombreux problèmes politiques « épineux », et que les normes et la légitimité démocratiques sont érodées ou souffrent d'un « retour en arrière ». Certaines et Certains affirment que la confiance est de plus en plus polarisée entre les groupes sociaux et liée aux identités et aux ressentiments ethniques, culturels et locaux. La fragmentation des idées et des identités remet en question la manière dont la démocratie peut représenter une grande variété de groupes et d'intérêts. La gouvernance peut être détournée par des groupes d'intérêt et la confiance générale dans la répartition équitable des richesses et des ressources peut être affaiblie. De nouvelles formes de démocraties sont en émergence et remettent en cause le concept et les prémisses des choix démocratiques et du pluralisme. Les pressions répétées pour faire face à des crises majeures (ex. : changements climatiques, COVID-19, guerres, criminalité, violence sexiste, instabilité géopolitique) minent la confiance envers la capacité du processus démocratique à apporter des solutions. Alors que les pressions externes sur les institutions démocratiques augmentent, les critiques internes contre les formes de mauvaise gouvernance (ex. : corruption, court-

termisme, polarisation) sont également de plus en plus souvent formulées à l'encontre des institutions démocratiques et politiques. De nouvelles formes et expressions de méfiance à l'égard des groupes sociaux et de résistance contre les pouvoirs publics, culturels et économique se développent.

Questions qui pourraient être envisagées¹ : Quels sont les prérequis et les corequis de la vitalité de la démocratie, de la gouvernance et de la croissance florissante en situation de rareté économique accrue, de division ou d'oppression culturelle extrême et de légitimité politique affaiblie? En quoi cette situation diffère-t-elle des crises passées en matière de démocratie, de gouvernance et de confiance ? Comment devrions-nous analyser les défis auxquels sont confrontées la gouvernance, la démocratie et la confiance envers le monde moderne? Comment peut-on comprendre, mesurer et opérationnaliser ces vastes concepts? Quels sont les obstacles que doit surmonter la gouvernance contemporaine? Comment les mouvements sociaux violents remettent-ils en cause les institutions démocratiques à l'échelle macro et micro? La confiance fluctue-t-elle selon le contexte politique, social, géographique et culturel? Qu'est-ce qui explique les variations marquées de la confiance au sein et entre les différentes populations et zones géographiques? Comment les technologies numériques et les médias sociaux bousculent-ils le fonctionnement des gouvernements démocratiques, et comment contribuent-ils au renforcement ou à l'érosion de la confiance? Quelles sont les différentes formes de confiance personnelle, communautaire et institutionnelle qui influent sur la démocratie et la gouvernance? Quels sont les facteurs de confiance dans les sociétés polarisées ou fragmentées? Quel est le rôle et l'impact des normes sociales, culturelles, politiques et juridiques? Comment peut-on conceptualiser et comprendre la démocratie, la gouvernance et la confiance ainsi que leur relation avec les pratiques à l'échelle macro, méso et micro? Comment peut-on analyser le concept et les remises en cause de la démocratie à travers l'histoire (démocratie électorale, responsabilité politique, protection des intérêts des minorités, identités et perspectives, accès équitable à la démocratie, et développement des cultures et des institutions démocratiques)? La démocratie libérale peut-elle exister ou est-elle par essence trop contradictoire?

4.2. Éducation

Contexte : L'accès à l'éducation s'est amélioré tant dans les pays du Sud que dans ceux du Nord. Parallèlement, le foisonnement des occasions d'éducation informelle et d'éducation populaire a grandement stimulé la participation, l'émancipation, l'essor économique et la transformation sociétale aux quatre coins de la planète. Dans tous les pays, et ce à divers degrés, l'accès à l'éducation est hautement généré et/ou fait l'objet de clivages sociaux et politiques, ainsi que de conflits et d'inégalités. Or, l'éducation peut avoir un impact sur la perception qu'ont les individus de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance.

Questions qui pourraient être envisagées : Quel rôle jouent l'accessibilité et l'équité de l'éducation et des systèmes d'éducation dans la démocratie? L'éducation contribue-t-elle à l'égalité sociale et économique? Comment prépare-t-elle la population aux processus de gouvernance participative, de justice inclusive et des processus de consolidation de paix qui servent à rebâtir la confiance et à aborder d'importants enjeux sociaux, comme les conflits intergroupes ou systémiques, la crise écologique et le développement d'attentes sociales et de normes comportementales inclusives? Comment l'éducation numérique et en personne contribue-t-elle au renforcement de la capacité collective à faire face aux conflits sociaux de

¹ Ces questions sont des exemples; elles ne se veulent pas exhaustives. Les candidates et candidats qui le souhaitent sont encouragés à explorer d'autres questions en lien avec la démocratie, la gouvernance et la confiance.

façon à cultiver la confiance, à assurer la démocratie et à transformer ou utiliser efficacement les mécanismes de gouvernance?

4.3. Médias, information et communication

Contexte : Les canaux de communication établis par les médias de masse sont une composante essentielle dans une société démocratique, tout comme la transparence des contrôles exercés sur l'information. Parallèlement, une surcharge informationnelle (et de mésinformation) peut éroder la confiance et avec un impact sur la qualité de la gouvernance. Un intérêt croissant est porté à la manière dont les technologies numériques modifient le fonctionnement des gouvernements, aux effets des inégalité d'accès aux technologies numériques et aux effets de médias sociaux sur certains aspects de la participation politique (ex. : le comportement électoral, les campagnes électorales passées et présentes).

Questions qui pourraient être envisagées : Comment le public peut-il évaluer l'authenticité de l'information et la fiabilité des sources? En quoi cela se rapporte-t-il à la vérité? Les faussetés minent-elles les principes mêmes de la démocratie? Dans quelle mesure? Devrait-on s'inquiéter de la mésinformation? Quel rôle jouent les gouvernements – et les autres groupes, institutions et réseaux – dans la lutte contre cette dernière et dans la régulation des sources d'information? Comment les nouvelles technologies (ex. : avancées en intelligence artificielle) nous aident-elles à combattre la mésinformation et à renforcer la crédibilité de l'information?

4.4. Économies et systèmes économiques

Contexte : La mondialisation sous toutes ses formes exerce une influence transformatrice sur la démocratie, la gouvernance et la confiance. Les chocs subis par l'économie mondiale (comme la COVID-19 et la guerre en Ukraine) se répercutent sur les politiques démocratiques dans de nombreux pays. Parallèlement, la gouvernance mondiale des systèmes économiques a fait l'objet d'un examen minutieux en raison des pressions inflationnistes et de l'interconnexion des chaînes d'approvisionnement. Dans de nombreuses économies, la désindustrialisation a transformé la société, engendrant des enjeux de gouvernance sociale et économique, allant parfois même jusqu'à alimenter la « géographie du mécontentement ». L'évolution des modes de travail, caractérisée par une informalité et une précarité accrue, ainsi que par un intérêt renouvelé pour les modèles économiques communautaires, apporte son lot de défis (et quelques opportunités) pour la gouvernance. Dans de nombreuses économies, Les individus – particulièrement les travailleuses et travailleurs – entament des rapports économiques nouveaux et plus précaires. De même, la pandémie a révélé et exacerbé des inégalités de longue date dans la vulnérabilité aux risques économiques et sanitaires au sein des populations.

Questions qui pourraient être envisagées : Comment les processus démocratiques et institutions de gouvernance peuvent-ils contribuer à l'équité socio-économique pour tout le monde, et vice-versa? Comment la mondialisation et les chocs de l'économie mondiale influencent-ils la gouvernance, la démocratie et la confiance? Quelles sont les conséquences pour les sociétés vivant une précarité et une informalité accrue sur le marché du travail? Quelle est la relation entre « l'économie clandestine » et les formes déviantes et non déviantes de comportement social et économique?

4.5. Identités, discrimination, marginalisation et inégalités

Contexte : Qu'elle soit forcée ou spontanée, l'évolution dans les moyens de communication et dans les tendances de déplacement et de migration peut bousculer les identités sociales, culturelles et politiques existantes. L'identité sociale, le statut et le traitement des différents groupes ont une importance significative pour la démocratie, la gouvernance et la confiance. Les fondements essentiels de la démocratie et de la gouvernance peuvent être mis sous pression par des conflits entre groupes, qu'ils soient liés à des identités concurrentes, à la discrimination ou à la marginalisation de groupes particuliers, ou à des inégalités structurelles dans la société. La confiance sociale et la confiance envers les institutions, ainsi que l'engagement dans les différents aspects de la démocratie et de la gouvernance, peuvent résulter de bouleversements immédiats de la confiance ou de schémas à long terme d'exclusion et d'inégalité. La sensibilisation accrue aux différences et similitudes culturelles peut également avoir un impact sur la démocratie, la gouvernance et la confiance. Les sociétés reconnaissent également de plus en plus la neurodiversité, ce qui a des conséquences sur les pratiques de gouvernance dans les sphères publiques et privées. L'appartenance et l'identité sociale peuvent être moins prédéfinies par la naissance ou la position socio-économique que dans les générations précédentes, ce qui a des conséquences sur les processus démocratiques, la coordination de l'action collective et les sentiments de confiance à l'égard des acteurs formels et non formels. Or, les occasions de développer son identité et son potentiel continuent de varier grandement entre les groupes et les endroits.

Questions qui pourraient être envisagées : Comment la société peut-elle permettre une plus grande expression de l'identité personnelle sans exacerber les inégalités en matière de démocratie et de gouvernance? Comment une société peut-elle établir et entretenir une valeur positive en matière d'inclusion et d'accessibilité pour tous les marqueurs identitaires de différence? Comment développer la solidarité, les différences et le dialogue de manière à contribuer positivement à la démocratie, la gouvernance et la confiance? Quelles mesures de responsabilisation et quels changements systémiques pourraient contribuer à renforcer le processus démocratique, à améliorer la gouvernance et à rebâtir la confiance? Comment la numérisation peut-elle influencer positivement ou négativement sur la marginalisation démocratique, la discrimination et l'inégalité, et de quelles alternatives peuvent encourager l'inclusion? Comment peut-on rendre les technologies numériques plus inclusives et en faire un moteur de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance sociétale?

4.6. Écosystèmes et environnements

Contexte : La modernité se caractérise par des pressions croissantes liées à la technologie, à l'innovation, à la compétitivité, au système politique et à la vie sociale. Ces pressions peuvent pousser les individus, les organisations et les États vers la collaboration et la coopération, ou vers le conflit et la compétition. La complexité et l'incertitude du monde moderne peuvent nous amener à adopter des formes dyadiques et triadiques de coopération et à encourager une conceptualisation de la gouvernance axée sur les écosystèmes et les environnements, en tant qu'arrangements adaptatifs complexes d'acteurs et d'institutions. Peu importe le type d'écosystème considéré (écologique-biologique, commercial, de la connaissance, entrepreneurial, de l'innovation, de l'éducation, de la plateforme, du service, etc.), quelles sont les conditions propices au renforcement des relations interpersonnelles, intercommunautaires, interorganisationnelles et coopératives? Par ailleurs, les changements climatiques et la crise écologique soulèvent des enjeux dans nombre de communautés, d'administrations nationales et de structures de

gouvernance transnationales. La frustration face à la cadence, à l'engagement et à l'efficacité des gouvernements, des entreprises et des autres acteurs dans la lutte contre les changements climatiques peut donner lieu à l'aliénation et à la protestation sociale, tandis que la méfiance est un moteur du scepticisme à l'égard des changements climatiques et des croyances conspirationnistes.

Questions qui pourraient être envisagées : Comment et pourquoi la démocratie, la gouvernance et la confiance sont-elles importantes pour les questions de durabilité? Quels types de réseaux, de contextes ou d'écosystèmes pourraient encourager une démocratie, une gouvernance et une confiance inclusives, efficaces et durables? Quelles sont les principales mégatendances environnementales qui influencent (et qui sont influencées par) les trajectoires actuelles et futures de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance?

4.7. Épistémologies, connaissances et expertise

Contexte : Dans les dernières décennies, l'émergence d'approches communautaires et participatives de la recherche et les connaissances a remis en question les paradigmes traditionnels de la recherche universitaire, a créé des opportunités pour reconnaître et célébrer différentes traditions épistémologiques et modes de savoir, et a fait progresser de nouvelles formes d'engagement social, de coproduction et d'impact de la recherche. Cependant, même en abordant les différentes ontologies et épistémologies de manière créative, l'interaction entre les connaissances professionnelles et l'expertise de terrain demeure marquée par les inégalités épistémiques qui sous-tendent d'autres injustices structurelles, comme le racisme, la discrimination fondée sur le genre, la pauvreté et la marginalisation. Simultanément, différentes formes d'expertise sont menacées par la fabrication de la désinformation et par des acteurs malveillants, qui sapent les processus démocratiques et les pratiques de gouvernance, et qui érodent la confiance envers les experts.

Questions qui pourraient être envisagées: Comment le dialogue entre des épistémologies divergentes et des modes de connaissance (non) occidentaux permet-il de renforcer les cultures, les institutions et les valeurs démocratiques, pour élargir les possibilités de démocratie participative, tout en abordant de manière critique les pratiques et institutions antidémocratiques? Quelles sont les perspectives et les pratiques autochtones en matière de démocratie, de gouvernance et de confiance, et comment ont-elles évolué dans le temps? Quelles leçons théoriques et pratiques les démocraties occidentales peuvent-elles en tirer, et vice-versa? Comment la technologie nous aide-t-elle à retracer et à comprendre ces changements? Comment les approches de recherche axées sur l'action peuvent-elles accroître la participation aux systèmes démocratiques afin de favoriser les mécanismes qui renforcent la transparence et la confiance? Quelles connaissances comptent et quelles voix sont entendues dans les débats contemporains sur la justice sociale, la gouvernance, la démocratie et le changement? Quel est l'impact de la justice épistémique sur la démocratie, la gouvernance et la confiance?

4.8. Histoire et culture

Contexte : On peut affirmer que la démocratie est pratiquée de manière itérative, à travers des séquences ou des processus historiques et qu'elle représente des formes ou des significations culturelles particulières. Des perspectives historiques et des approches interprétatives renouvelées peuvent donc améliorer notre compréhension de la démocratie, de la gouvernance et de la confiance, et contribuer à envisager et à façonner de nouveaux avenir.

Questions qui pourraient être envisagées : Quels sont les héritages culturels ancrés dans les principes et les pratiques des gouvernements démocratiques? Comment les commémorations et les traditions favorisent-elles l'inclusion? Quels tournant historiques modèles pourrait-on étudier pour améliorer la participation aux démocraties du monde entier? Quel est le rôle de la production culturelle dans la création de sentiments d'appartenance à la communauté, d'engagement envers l'entreprise gouvernementale ou, au contraire, dans l'expression de la protestation et de la résistance? Comment la « répétition » des comportements dans le domaine culturel se répercute-t-elle sur le plan politique? Quel est l'héritage du colonialisme en matière de démocratie, de gouvernance et de confiance? Comment la domination et/ou les conflits du passé façonnent-ils le présent?

4.9. Pouvoir, autorité et conflit

Contexte : Les conflits liés au pouvoir, aux ressources, aux différences identitaires et au statut font parties de la vie sociale; ils peuvent avoir des causes multiples et impliquer plusieurs groupes. L'escalade des conflits met en péril les institutions sociales, économiques et politiques, voire la survie des sociétés, surtout lorsqu'ils deviennent violents. Les conflits ethniques, de religieux, de genre, de classe et de génération, entre autres, engendre une mobilisation politique autour de la définition et l'attribution des droits et de l'accès au pouvoir, aux ressources et au statut. L'exercice formel et informel de l'autorité peut aider à comprendre où se situe le pouvoir et ses conséquences pour la démocratie, la gouvernance et la confiance.

Questions qui pourraient être envisagées : Quels sont les mécanismes, les processus et les espaces prévus pour la résolution des conflits au sein des institutions politiques (locales, nationales et transnationales) et des sociétés démocratiques? Dans quelles conditions les institutions et les processus « démocratiques » nuisent-ils aux relations de confiance, en gérant les conflits de façon inéquitable ou autoritaire? Comment les institutions politiques et les sociétés démocratiques peuvent-elles résoudre les conflits politiques et les mobilisations sociales de façon efficace et pacifique? Comment les conflits sociaux et les mobilisations peuvent-ils miner les relations de confiance (personnelles, sociales et institutionnelles) et s'intensifient-ils jusqu'à la violence? Comment les dynamiques du pouvoir, de l'autorité et des conflits peuvent-elles changer pour favoriser une vie et une coexistence pacifique et démocratique? Quelle est le rôle des institutions culturelles, de l'éducation et/ou des processus juridiques pour faciliter la construction de la paix, de la justice intergénérationnelle et de la résolution des conflits?